

Résolution présentée par la délégation de la

République du Liban

Thème Conflits et sécurité Internationale et nationale

Concerne La lutte pour la protection de la démocratie

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les récentes agressions aux institutions emblématiques des démocraties commises par des manifestants nationalistes remettant en cause les institutions démocratiques et attaquant ouvertement les minorités.

Alarmée par la multiplication de partis politiques aux idéologies nationalistes et extrémistes, encourageant les attaques directes contre les démocraties dans de nombreuses régions du monde.

Constatant que les évacuations de ces manifestations sont dangereuses pour les évolutionnaires (80 blessés au Brésil en janvier 2023, dont 40 graves), mais surtout pour les forces de l'ordre qui tentent de retenir ces esprits déchaînés et irresponsables et qu'elles sont également extrêmement coûteuses pour les États qui doivent les assumer (Coûts estimés de l'émeute au Capitole en avril 2022: \$USD 2.73 millions).

Notant la multiplication et la généralisation des discours haineux répandus par l'utilisation des réseaux sociaux et l'accès facilité à Internet et le rôle regrettable que certains membres nommés de gouvernements et de parlement jouent dans cette escalade,

Relevant avec inquiétude la mise en place d'opérations massives de soustraction de données personnelles pour les mettre aux services des campagnes politiques extrémistes;

Propose

- l'institution d'un procès international public et médiatisé jugeant gouvernements sortants ayant récemment soutenu ces attaques, dont un en particulier, les États-Unis d'Amérique, en tant que paladin de la démocratie.
- de faciliter et de soutenir des plans d'actions nationaux pour surveiller de près le phénomène de l'extrémisme politique.
- la surveillance des données des figures politiques controversées pouvant être considérées comme des menaces à la paix et à l'institution démocratique d'une nation.
- la mise en place de programmes globaux de vérification d'information pour lutter contre les fake news.
- l'utilisation de l'index de démocratie pour instaurer un niveau au-delà duquel le pays menacé entrera dans une liste où il pourra faire appel à une aide militaire si la situation dégénère.

Le texte français fait foi.

